

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative bâtiment A3 Territoires
19 rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS Ets Henri PLO

Rue de la Mécanique
ZI de la Rougearié
81200 Aussillon

Références : 81-CRARC-2025-149
Code AIOT : 0006803878

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement SAS Ets Henri PLO implanté Rue de la Mécanique ZI de la Rougearié 81200 Aussillon. L'inspection a été annoncée le 04/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection consistait à vérifier le récolement de la mise en demeure du 21 février 2025 portant sur les rétentions de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Ets Henri PLO
- Rue de la Mécanique ZI de la Rougearié 81200 Aussillon

- Code AIOT : 0006803878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Henri PLO est spécialisée dans l'ennoblissement textile. Ses activités concernent des opérations de coloration (teinture) et de finition (apprêt) sur de la bourre de fibre au fil en bobine, des tissus chaîne et trame à la maille, en passant par des articles confectionnés.

Les matières premières travaillées sont la laine, la soie, le lin et le chanvre.

Les principaux clients sont les tisserands, tricoteurs, filateurs et fabricants de non-tissés essentiellement basés dans le sud de la France.

Le site emploie une vingtaine de salariés.

Les activités du site sont soumises à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

L'arrêté préfectoral d'autorisation date du 27 janvier 2005.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	pollution accidentelle	AP de Mise en Demeure du 21/02/2025, article 1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le retour à la conformité est constaté, la levée de la mise en demeure est proposée au préfet du Tarn.

L'exploitant fournira néanmoins une procédure écrite en cas de déversement accidentel de produits avec mention de danger pour le milieu aquatique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : pollution accidentelle

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, rétentions
Prescription contrôlée : Lasociété SAS ets Henri Plo exploitant une installation de teinturerie sise rue de la mécanique, ZI de la Rougearié à Aussillon est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.7.4 de l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2005 susvisé dans un délai de 6 mois.

<p>Constats :</p> <p>La non conformité portait sur l'absence de rétention sous les contenants de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux et des sols, dans l'atelier ou dans la zone de stockage,</p> <p>Lors de la visite, il est constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exploitant a installé des bacs de rétention sans dispositif d'ouverture sous les contenants de produits avec mention de danger pour le milieu aquatique. L'exploitant a réorganisé ses stockages pour séparer physiquement les produits provoquant des mélanges incompatibles, et leur rétention. • l'exploitant a modifié la consigne en cas de déversement accidentel et a formé oralement les équipes. En cas de déversement accidentel, qui se retrouve dans le système de caniveaux qui se rejette vers un bassin tampon, il est demandé d'aller arrêter les pompes de relevage entre ce bassin tampon et la station d'épuration des effluents de l'établissement. Cette consigne est affichée dans le local de la station d'épuration. L'exploitant n'a pas créé de procédure écrite.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant crée une procédure écrite sur les consignes à tenir en cas de déversement accidentel d'un produit avec mention de danger pour le milieu aquatique, qu'il affiche dans les locaux fréquentés par le personnel. il transmet une copie de la procédure et une photo de l'affichage à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 2 mois.</p> <p>Un arrêté de levée de mise en demeure sera proposé à Monsieur le préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>